

Des experts attaquent la pension à 67 ans

« La réforme des pensions crée un déficit démocratique gigantesque », dénonce un collectif d'universitaires.

La pension à 67 ans a fait couler beaucoup d'encre et continuera à en faire couler. Une trentaine de professeurs universitaires dont Patrick Deboosere, démographe à l'ULB, et Mateo Alaluf, sociologue également à l'ULB, livrent une analyse très sévère au *Soir* de la réforme des pensions voulue par le gouvernement fédéral. Leur message principal ? Le gouvernement a une vision trop restreinte. « *C'est une approche purement comptable. On se prépare à voter sans qu'il y ait eu le moindre débat de fond. Les conséquences de ce que l'on va voter n'ont pas été mesurées. On veut résoudre le problème de société le plus important par un calcul comptable* », détaille Mateo Alaluf. Patrick Deboosere, démographe à l'ULB, enchérit : « *La réforme des pensions mérite un débat de société étendu et transparent. Minimiser les éléments*

les plus importants de la réforme des pensions crée un déficit démocratique gigantesque. »

Les scientifiques identifient dix points problématiques dans la réforme voulue par le gouvernement emmené par Charles Michel. « *Travailler plus longtemps, c'est un choix, pas une obligation* », dénonce le collectif, composé principalement de démographes, sociologues et politologues. Ils craignent aussi une augmentation du nombre de chômeurs à cause de la réforme des pensions. « *Aujourd'hui, en Belgique, il y a 600.000 chômeurs. Augmenter l'âge effectif de la retraite de deux ans, cela signifie qu'il y aurait 300.000 postes de travail en moins* », argumentent les universitaires.

Ensuite, ils attaquent la réforme sur le principal argument brandi par le gouvernement : les économies qu'elle va générer. Le Comité d'étude sur le vieillisse-

ment estime que si l'on ne change rien, le coût budgétaire du vieillissement sera de 4,2 % du produit intérieur brut. Les universitaires estiment que le passage à la pension à 67 ans « *ne permettra pas du tout de compenser ce coût* ».

Partant de tous ces constats, les scientifiques ouvrent leur réflexion pour proposer une alternative à notre modèle sociétal. Et proposent notamment de mieux partager le travail. « *Notre industrie manufacturière est de plus en plus robotisée. Pour l'avenir, nous ne devons pas mettre davantage de personnes sur le marché du travail, mais nous devons réfléchir à la manière de mieux partager le travail. La recherche d'un travail convenable et le maintien de la pension à 65 ans sont liés. Nous travaillons tout de même pour rendre notre vie et celle de nos enfants agréables, et non l'inverse.* » ■

Réforme des pensions : « Un déficit démocratique »

RETRAITES Des académiques critiques sur la manière de réformer du fédéral

- Une trentaine de professeurs ont compilé chiffres et données.
- Ils critiquent la pension à 67 ans, demandent un débat.

Médecins, démographes, sociologues, économistes : une partie du monde académique a décidé de se mobiliser pour critiquer la manière dont le gouvernement aborde la réforme des pensions. La fronde est menée par des personnalités telles que Patrick Deboosere, démographe à l'ULB, Christophe Vanroelen, sociologue à la VUB, Marc Dujardin, spécialiste des questions de santé à l'ULG, Olivier Pintelon, politologue à l'Université d'Anvers, Mateo

Alaluf, sociologue à l'ULB, Esteban Martinez, expert des questions de travail à l'ULB, et Carlo Caldarini, de l'Observatoire des politiques sociales en Europe. « Nous représentons au total une trentaine d'universitaires », précise Patrick Deboosere.

Avec un message : le gouvernement Michel a une vision trop restreinte de la question des pensions. « C'est une approche purement comptable. On se prépare à voter sans qu'il y ait eu le moindre débat de fond. Les conséquences de ce que l'on va voter n'ont pas été mesurées. On veut résoudre le problème de société le plus important par un calcul comptable », indique Mateo Alaluf.

Les auteurs sont également très sceptiques sur le projet d'introduire

une pension à points. « Cela se fait au mépris des faits », dit Marc Dujardin. *Le gouvernement français est parti en janvier sur un système à points. Et en juin, la France recule car le patronat estime que c'est trop compliqué à appliquer.* »

Les auteurs, qui exposent aujourd'hui dix griefs (lire ci-contre), demandent que la réforme soit suspendue, et qu'un débat de fond soit mené. Ils préparent un nouveau rapport sur les pensions, pour aider à la réflexion. « La réforme des pensions mérite un débat de société étendu et transparent. Minimiser les éléments les plus importants de la réforme des pensions crée un déficit démocratique gigantesque », conclut Patrick Deboosere. ■

BERNARD DEMONTY

1 « Travailler plus longtemps, c'est un choix »

Pour les scientifiques, le report de l'âge de la pension à 67 ans est critiquable. « A 65 ans, on peut encore profiter de la vie et, si on a de la chance, on peut le faire en bonne santé. L'âge de 65 ans n'a pas été choisi par hasard. Dans le passé, les gens travaillaient jusqu'à leur décès, mais dans une société moderne et une organisation du travail, ce n'est pas nécessaire. D'autant que pour beaucoup de gens, 65 ans est une limite. En Belgique, 10 % des personnes sont déjà décédées avant 65 ans et 40 % ne se sentent plus en bonne santé. » Et les scientifiques concluent : « Travailler plus longtemps, c'est un choix, pas une obligation. »

3 « Les aînés jouent un rôle social »

Les scientifiques qui critiquent la réforme de pensions insistent sur le rôle social joué par les aînés. « Beaucoup de pensionnés et de jeunes pensionnés apportent beaucoup à la société par leurs activités bénévoles. Ils forment la majorité des aidants qui, à côté des organismes de soins de santé organisés, se mobilisent pour aider leurs parents, enfants, petits-enfants et voisins. Beaucoup de pensionnés jouent un rôle crucial dans la vie associative locale et dans le travail bénévole. »

5 « Des doutes sur les économies »

Le Comité d'étude sur le vieillissement estime que si l'on ne change rien, le coût budgétaire du vieillissement sera de 4,2 % du produit intérieur brut. L'augmentation de l'âge de la pension est censée permettre la récupération de ce coût. Mais les universitaires qui s'expriment aujourd'hui estiment que le passage à la pension à 67 ans « ne permettra pas du tout de compenser ce coût ». Ils argumentent : « Le gain de deux ans de travail en plus doit encore être évalué, mais ce ne sera quoi qu'il arrive qu'une fraction des 4,2 % . »

2 « Il y a déjà 600.000 chômeurs »

Pour les universitaires, augmenter l'âge de la retraite risque de créer des encombrements sur le marché de l'emploi. « Il n'y a pas de pénurie de main-d'œuvre. S'il faut mobiliser de la main-d'œuvre pour maintenir le niveau de bien-être, nombreux sont ceux qui accepteraient de travailler plus longtemps si leur santé le leur permet. Mais aujourd'hui, en Belgique, il y a 600.000 chômeurs. Augmenter l'âge effectif de la retraite de deux ans, cela signifie qu'il y aurait 300.000 postes de travail en moins. En Europe, le chômage et la réserve de jeunes travailleurs sont encore plus élevés. »

4 « Le coût du vieillissement est étalé »

Pour les membres du groupe universitaire qui s'est créé pour repenser la réforme des pensions, l'argument financier invoqué par le gouvernement pour allonger les carrières n'est pas totalement convaincant. « Travailler plus longtemps serait nécessaire pour garder le budget en équilibre. Le Comité d'étude du vieillissement a évalué ce qui se passerait si on maintenait le système en l'état. Cela provoquerait une hausse de coût de 4,4 % du produit intérieur brut. C'est beaucoup ? Oui, mais réparti sur un grand nombre d'années, ce n'est pas insupportable. »

6 « Un appauvrissement collectif »

Les voix critiques qui s'élèvent des universités concernant la réforme des pensions estiment que la décision de fixer l'âge de la retraite à 67 ans et non plus à 65 est un « appauvrissement collectif ». Pour elles, c'est une « mesure d'économie qui ne dit pas son nom, c'est une forme d'impôt, d'impôt sur le travail ».

7 « Les générations futures payeront »

Les scientifiques critiques constatent que l'âge de la retraite passera à 67 ans seulement en 2030. « C'est le moment où les dernières générations du baby-boom prendront leur pension. A partir de 2030, la croissance relative du nombre de personnes âgées va diminuer. Ce ne sont donc pas les pensionnés qui sont dupés, mais les générations futures au nom desquelles l'âge de la pension a été relevé. »

8 « On sème la panique »

Les universitaires qui s'expriment aujourd'hui critiquent « l'absence de débat structuré et en profondeur » autour de la réforme des pensions. Ils estiment que ce débat n'a pas été l'enjeu de la campagne électorale et que cela crée « un déficit démocratique important ». Ils ajoutent : « Cela mine la confiance dans notre société. Le sentiment de panique injuste qui a été semé autour des pensions nourrit l'angoisse et l'inquiétude alors que nous sommes, en tant que civilisation, plus avancés que jamais. »

9 « Il faut partager le travail »

Les scientifiques constatent que nous produisons aujourd'hui de manière toujours plus efficace. « Notre industrie manufacturière est de plus en plus robotisée. Pour l'avenir, nous ne devons pas mettre davantage de personnes sur le marché du travail, mais nous devons réfléchir à la manière de mieux partager le travail. La recherche d'un travail convenable et le maintien de la pension à 65 ans sont liés. Nous travaillons tout de même pour rendre notre vie et celle de nos enfants agréables, et non l'inverse. »

10 « Pourquoi produire toujours plus ? »

Les scientifiques s'interrogent enfin sur les aspects... environnementaux de la réforme des pensions. « Le grand défi d'aujourd'hui est le réchauffement climatique. Il nous force à penser à une autre croissance. Que fait-on de notre productivité en hausse ? Produire toujours plus ou orienter la production en fonction de nos besoins ou de ce que peut supporter la planète ? Transformer une productivité plus grande en un surcroît de temps libre est une option intéressante, tant dans notre vie active que plus tard. »

ANALYSE**Une autre voix, à ne pas nier**

« Déficit démocratique, appauvrissement collectif » : la charge des trois professeurs, soutenus par une trentaine d'autres, est vive. Le propos est proche des critiques de l'opposition de gauche. On entendra donc très vite la majorité crier à l'orientation politique d'un jugement dur. Mais les universitaires avancent d'autres chiffres, d'autres faits, d'autres convictions et, pour tout dire, une philosophie tout à fait différente de la réforme des pensions. Réforme de droite et critiques de

gauche ? Une telle façon de résumer le débat serait peu féconde. Les deux points de vue sont respectables et pas totalement inconciliables. Ce que demandent les experts, ce n'est pas le retrait de la réforme. C'est d'être entendus sur une question importante : ne pas réduire la pension à 67 ans à un débat chiffré totalement éloigné des réalités du monde du travail et de la société. On sent que le gouvernement ne se laissera pas convaincre par un long débat sur les pensions. Avec un argument : les rapports se sont multipliés ces dix dernières années et rien, ou presque, n'a changé. Il est donc temps de décider. Mais entre report du vote et ou-

verture d'un débat, il y a une marge. Car la réforme n'entre en vigueur qu'en 2025, et il est possible, d'ici là, de mesurer les tenants et aboutissants. Ce serait, à ce jour, faire un mauvais procès au gouvernement que de prétendre qu'il n'en fera rien. Il a créé vendredi le Comité national des pensions, justement chargé d'abriter la discussion. Mais le doute est permis. Il faut juste espérer à présent que le fédéral n'entreprendra pas une des plus profondes réformes socio-économiques sans écouter les arguments chiffrés d'autres experts, certainement pas moins crédibles que ceux qui ont inspiré le gouvernement.

B.DY